



La prééminence de l'Église catholique sous le Président Mobutu : compromis ou affrontement ?

 Pierrot MOSENGO IZAGBA KADZOYA*

* Chef de Travaux à l'UPN/Kinshasa – RD Congo

Résumé :

L'article propose une analyse détaillée de la relation entre l'Église catholique et le régime de Mobutu Sese Seko, en République Démocratique du Congo, en explorant les dynamismes de pouvoir et les jeux d'influence qui ont marqué cette époque. La période Mobutiste se caractérise par une interaction complexe entre l'institution religieuse et l'État autoritaire, où l'Église a souvent été amenée à naviguer entre compromis et confrontations. L'article met en lumière les stratégies adoptées par l'Église pour conserver son influence au sein de la société congolaise, en particulier dans le domaine éducatif, social et moral, tout en conciliant ses objectifs spirituels avec la nécessité de coexister avec un régime dictatorial. L'analyse explore plusieurs moments clés où l'Église, tout en collaborant avec le pouvoir en place, a également cherché à préserver son autonomie, voire à critiquer certaines dérives autoritaires de Mobutu. Ces tensions se manifestent dans le contrôle de l'enseignement, dans la gestion des affaires sociales et dans des prises de position parfois dissidentes sur les questions politiques majeures. En particulier, les conflits d'intérêts surviennent lorsqu'il s'agit de défendre des principes moraux ou des droits sociaux en contradiction avec les politiques du régime. Ainsi, l'étude conclut que l'Église catholique a joué un double rôle de partenaire et de contestataire, une position qui lui a permis non seulement de maintenir une influence considérable dans la sphère publique et politique, mais aussi de résister, à sa manière, aux abus de pouvoir. Ce rôle ambivalent a renforcé sa position au sein de la société congolaise, contribuant à un espace de résistance symbolique et de débats publics, tout en modelant l'évolution des relations entre l'Église et l'État sous Mobutu.

Mots-clés : Église catholique-Mobutu-Pouvoir-Influence.

Abstract

This article provides a detailed analysis of the relationship between the Catholic Church and the regime of Mobutu Sese Seko in the Democratic Republic of Congo, exploring the dynamics of power and influence that characterized this period. The Mobutist era is marked by a complex interaction between the religious institution and the authoritarian state, where the Church was often required to navigate between compromise and confrontation. The article highlights the strategies adopted by the Church to maintain its influence within Congolese society, particularly in the fields of education, social affairs, and morality, while balancing its spiritual objectives with the need to coexist with a dictatorial regime. The analysis explores several key moments in which the Church, while collaborating with the ruling power, also sought to preserve its autonomy and, at times,

criticize certain authoritarian excesses of Mobutu. These tensions are evident in the control of education, the management of social affairs, and in positions that were occasionally dissenting on major political issues. In particular, conflicts of interest arose when defending moral principles or social rights that conflicted with the regime's policies. Thus, the study concludes that the Catholic Church played a dual role as both a partner and a critic, a position that allowed it not only to maintain considerable influence in the public and political spheres but also to resist, in its own way, the abuses of power. This ambivalent role strengthened its position within Congolese society, contributing to a space for symbolic resistance and public debate, while shaping the evolution of relations between the Church and the state under Mobutu.

Keywords : Catholic Church-Mobutu-Power-Influence.

Introduction

La relation entre l'Église catholique et le régime de Mobutu Sese Seko constitue un aspect fondamental mais complexe de l'histoire politique du Zaïre sous le Mobutisme. Alors que Mobutu cherchait à centraliser le pouvoir étatique et à contrôler l'ensemble des secteurs de la vie nationale, y compris les institutions religieuses, l'Église catholique se retrouva dans une position ambivalente. Héritière d'une tradition coloniale forte et d'une influence politique considérable, l'Église se rangea initialement dans une position d'adaptation au régime. Cependant, soucieuse de préserver son indépendance spirituelle et sociale, elle entra en contradiction avec le régime, ce qui engendra parfois des tensions.

L'objectif principal de cet article est de mener une étude critique des relations entre Mobutu et l'Église catholique en analysant la dynamique entre la collaboration et la confrontation. Cette relation a-t-elle été un compromis stratégique, ou peut-on y voir un affrontement idéologique ? Pour répondre à cette question, il est nécessaire de revenir sur les moments où le régime a tenté de contrôler l'Église, tout en identifiant les formes de résistance et de contestation manifestées par l'institution religieuse. Le rôle de l'Église catholique sous Mobutu n'est pas simplement celui d'un acteur passif ou d'un soutien indéfectible. Plusieurs figures clés de l'Église, comme l'archevêque François-Xavier Cardinal Malula et l'archevêque Laurent Monsengwo, se sont opposées ouvertement aux dérives autoritaires du régime, particulièrement sur les questions des droits humains et de l'injustice sociale (Cadière, 2017; Kanza, 2007).

Par ailleurs, l'Église a su maintenir une forte présence dans la société, notamment grâce à son réseau d'écoles, d'hôpitaux et d'ONG, ce qui a permis de renforcer son influence malgré la politique de contrôle systématique imposée par le régime. L'étude de cette période montre que, tout en restant fidèle à sa mission spirituelle, l'Église catholique a dû naviguer entre la nécessité de coexister avec un pouvoir autoritaire et celle de préserver ses principes. L'analyse des relations entre l'Église et l'État sous Mobutu permet ainsi de mettre en lumière la manière dont l'Église a joué un rôle de médiation et de critique dans une société marquée par l'autoritarisme.

Méthodologie

L'article s'inscrit dans une approche historique, analytique et critique, la méthodologie adoptée repose sur une démarche rigoureuse et pluridisciplinaire, garantissant une analyse approfondie des interactions entre l'Église catholique et le régime de Mobutu.

L'étude repose sur une mise en contexte historique rigoureuse, essentielle pour comprendre les dynamiques de pouvoir entre l'Église et l'État sous Mobutu. Cette approche s'articule autour de :

- **Une périodisation claire** : identification des grandes phases de la relation Église-État (compromis, affrontements, cohabitation forcée).
- **Une analyse du cadre politique et institutionnel** du Mobutisme, mettant en lumière son idéologie et ses politiques vis-à-vis des institutions religieuses.
- **Un examen du rôle historique de l'Église catholique** au Congo, avant et pendant la période Mobutiste, afin d'évaluer la continuité et les mutations de son influence.

L'objectif est d'inscrire cette analyse dans un cadre scientifique qui dépasse le simple récit événementiel en mobilisant des outils conceptuels issus de l'histoire politique, sociale et institutionnelle.

Église catholique dans le Zaïre post-indépendance : Héritage de la colonisation belge

L'héritage colonial belge a profondément marqué la place de l'Église catholique dans la société congolaise. Dès le XIXe siècle, les missionnaires catholiques ont joué un rôle central dans l'expansion coloniale belge. Ces derniers étaient non seulement des vecteurs de conversion religieuse, mais aussi des instruments de pacification et de "civilisation", au service de la domination coloniale. L'Église catholique a ainsi agi comme un pilier de l'administration coloniale belge, jouant un rôle déterminant dans la diffusion des valeurs chrétiennes et européennes à travers la mise en place de réseaux d'écoles, d'hôpitaux et d'autres institutions sociales. Ces institutions ont servi à inculquer l'idéologie coloniale tout en consolidant l'autorité de la Belgique sur la population congolaise (Nzongola-Ntalaja, 2002).

Les écoles catholiques ont été, particulièrement, importantes dans ce processus. Elles étaient chargées de former une élite locale qui, bien que soumise à une idéologie coloniale, jouait un rôle de médiation entre l'administration coloniale et la population congolaise. Cette élite chrétienne a facilité l'implantation et la gestion de l'ordre colonial. L'Église catholique a ainsi consolidé sa position dans la société congolaise, en partie grâce à son engagement dans le système éducatif et la fourniture de services sociaux essentiels (Bisimwa, 2015).

Situation de l'Église à l'indépendance

À l'indépendance du Congo en 1960, l'Église catholique était déjà un acteur majeur dans les domaines sociaux, éducatifs et sanitaires. L'État congolais, alors fragile et incapable de répondre aux besoins fondamentaux de la population, s'est retrouvé dépendant des institutions de l'Église pour la gestion des écoles et des hôpitaux. L'Église a ainsi continué de jouer un rôle crucial après l'indépendance, étant à la fois une source de

cohésion sociale et une alternative à l'absence d'un État centralisé capable de remplir ses fonctions (Nzongola-Ntalaja, 2002).

En outre, l'Église a réussi à établir un clergé local, qui jouissait d'une légitimité morale et spirituelle incontestée, renforçant ainsi son autorité au sein de la société zaïroise. Ce réseau d'autorités ecclésiastiques locales a joué un rôle essentiel dans le maintien de l'ordre social, particulièrement dans les régions rurales, où l'État était quasi absent (Cadière, 2017).

Dilemme de l'Église face au régime de Mobutu

L'arrivée de Mobutu Sese Seko au pouvoir en 1965 a créé un dilemme majeur pour l'Église catholique. Le régime de Mobutu, en quête d'unité nationale, a mis en place une politique de centralisation autoritaire et un rejet des influences extérieures, dont celle de l'Église catholique, qu'il percevait comme un vestige de l'ordre colonial. Le régime a rapidement cherché à réduire l'influence de l'Église, la considérant comme une menace à son projet politique, qui reposait sur l'idée de rénover la nation sur des bases "authentiquement" zaïroises (Kanza, 2007).

Malgré cela, l'Église a continué de jouer un rôle significatif dans la société zaïroise. Elle se trouvait prise entre le besoin de préserver son indépendance spirituelle et morale, et la nécessité de s'adapter aux exigences d'un régime autoritaire. La politique de "Zairisation" menée par Mobutu visait notamment à effacer l'héritage colonial, y compris celui de l'Église. Cependant, l'Église, bien qu'héritière de la colonisation, a continué de bénéficier de sa position privilégiée dans le pays grâce à son réseau social et à son influence spirituelle (Kalisya, 2019).

Ascension de Mobutu et la consolidation du pouvoir

L'ascension de Mobutu marque un tournant décisif dans les relations entre l'Église catholique et l'État. En 1965, après son coup d'État, Mobutu lance une série de réformes visant à consolider son pouvoir et à instaurer un régime autoritaire centré autour de sa personne. L'une de ses premières actions fut de lancer la campagne de "l'authenticité", une tentative de renouveau culturel qui excluait les influences étrangères, y compris celles de l'Église catholique (Bisimwa, 2015). Cela comprenait des mesures symboliques comme le changement du nom du pays de "Congo-Kinshasa" à "Zaïre", marquant ainsi une rupture avec l'héritage colonial.

Dans ce contexte, l'Église catholique, bien qu'étant un acteur historique majeur, s'est retrouvée dans une position de vulnérabilité face à la politique de centralisation du régime Mobutu. Sa capacité à maintenir une position dominante dans la société dépendait de son habileté à naviguer entre les exigences de l'État et sa mission spirituelle. La relation entre l'Église et l'État zaïrois au cours de la période Mobutu resterait marquée par ce compromis difficile entre engagement social et résistance à l'autoritarisme politique (Cadière, 2017; Nzongola-Ntalaja, 2002).

Affrontement avec l'Église catholique

Cependant, cette politique nationaliste et de centralisation du pouvoir va rapidement se heurter à l'autonomie de certaines structures sociales qui jouissaient d'une forte légitimité et d'une influence persistante, à commencer par l'Église catholique. L'Église, qui avait

joué un rôle majeur sous la colonisation belge en tant qu'institution éducative, sociale et spirituelle, était désormais un acteur incontournable dans la vie publique du Zaïre post-indépendance. Son réseau d'écoles, d'hôpitaux et de structures sociales occupait des espaces importants que l'État zaïrois n'avait ni la capacité ni la volonté de remplacer rapidement.

L'Église catholique, par sa présence de longue date et son implantation en profondeur dans la société, représentait une forme de pouvoir parallèle, potentiellement concurrente de l'autorité de Mobutu. En effet, si Mobutu cherchait à asseoir un pouvoir absolu autour de sa personne, l'Église, à la fois structure internationale et locale, avec un réseau d'influence dans les communautés congolaises, pouvait apparaître comme un contre-pouvoir. Ses relations étroites avec la population, sa capacité à organiser des mouvements sociaux et sa présence à travers le clergé local en faisaient un acteur politique difficile à contrôler.

Église comme contre-pouvoir et défi à l'autorité de Mobutu

Dans ce contexte, l'Église catholique devenait une institution gênante pour Mobutu. Elle ne se contentait pas de ses activités spirituelles, mais elle agissait aussi dans le domaine de l'éducation et des services sociaux, des secteurs stratégiques dans lesquels Mobutu souhaitait imposer une nouvelle forme d'autorité, plus centralisée et contrôlée par l'État. Le régime de Mobutu, cherchant à contrôler l'ensemble des aspects de la société zaïroise, se heurtait donc à l'autonomie de l'Église dans ces domaines.

Les tensions entre l'État et l'Église se manifestaient également dans l'attitude de Mobutu vis-à-vis des institutions catholiques. En tant qu'institution internationale, l'Église était perçue comme une influence étrangère et incompatible avec les idéaux de la Zairianisation. Le gouvernement de Mobutu se méfiait d'une Église qui pourrait remettre en cause son pouvoir et son autorité. Dans cette dynamique, l'Église représentait un obstacle potentiel à la réalisation du projet de centralisation du pouvoir et à l'affirmation de l'autorité de Mobutu.

Cela ne signifiait pas nécessairement que l'Église catholique s'opposait systématiquement au régime de Mobutu, mais elle était néanmoins perçue comme une institution qui, par ses ressources et son influence, pouvait affecter l'équilibre des pouvoirs dans le pays. En conséquence, le régime de Mobutu adopta une attitude ambivalente : tout en reconnaissant l'importance de l'Église, il cherchait à l'assujettir au pouvoir central, à restreindre son influence et à lui imposer une loyauté sans faille vis-à-vis du régime.

Défi de la centralisation mobutiste

La montée en puissance de Mobutu et la centralisation du pouvoir qu'il opérait avaient un objectif clair : l'établissement d'un État fort et unifié autour de sa personne. Cependant, l'Église catholique, tout en étant en partie alignée avec certains des idéaux de l'État zaïrois (notamment en matière de développement social), se trouvait dans une position où ses intérêts spirituels et ses liens avec les communautés locales entraient en conflit avec les aspirations autoritaires de Mobutu. Cela a mené à une série de tensions, qui se sont manifestées par des pressions sur l'Église pour limiter son pouvoir dans les sphères sociales, économiques et politiques.

Le régime de Mobutu a aussi cherché à créer des contrepoids à l'influence de l'Église en soutenant d'autres religions et mouvements, notamment les sectes et les églises protestantes qui étaient souvent plus susceptibles d'être manipulées par le pouvoir. Mais ces stratégies n'ont pas été suffisantes pour éclipser l'importance de l'Église catholique dans le pays.

Ainsi, la montée en puissance de Mobutu en 1965 a été marquée par un affrontement inévitable avec l'Église catholique, qui jouissait d'une autorité considérable dans le pays, en particulier dans les domaines de l'éducation et des affaires sociales. L'Église représentait une forme de contre-pouvoir qui allait à l'encontre du projet centralisateur et autoritaire de Mobutu. Bien que l'Église catholique n'ait pas directement défié Mobutu sur le plan politique, son autonomie et son pouvoir moral en faisaient un acteur difficile à soumettre totalement. Cette relation complexe entre l'Église et l'État zaïrois allait se développer tout au long du règne de Mobutu, marquée par une lutte constante entre la préservation de l'autonomie de l'Église et les tentatives du régime de réduire son influence et de l'intégrer dans le projet de Zairisation.

Mobutu et l'Église : Un soutien tacite au régime

Lorsqu'il prend le pouvoir en 1965, Mobutu Sese Seko se trouve face à un défi de taille : asseoir son autorité sur un pays encore fragile et marqué par une instabilité politique et sociale profonde. Dans ce contexte, le soutien des institutions locales et influentes devient crucial, et l'Église catholique, avec son vaste réseau et sa forte légitimité populaire, représente un acteur incontournable. Mobutu cherche donc, dès le début de son règne, à gagner l'appui de l'Église, en la présentant comme un partenaire clé dans le processus de stabilisation du pays.

Mobutu s'efforce de se positionner comme le garant de l'unité et de la stabilité de l'État, des valeurs que l'Église, en tant qu'institution majeure du pays, partage en théorie. En cultivant une image de dirigeant respecté par les autorités religieuses, Mobutu renforce sa légitimité auprès de la population zaïroise, en particulier en milieu rural où l'influence de l'Église est considérable. Il fait ainsi d'une pierre deux coups : non seulement il gagne un soutien symbolique et pratique pour son régime, mais il bénéficie également de l'autorité morale de l'Église pour renforcer son pouvoir.

De son côté, l'Église adopte une posture prudente vis-à-vis du régime Mobutu. Elle comprend que le soutien tacite au régime est nécessaire pour conserver ses privilèges, notamment en ce qui concerne l'éducation et les services sociaux. Depuis l'époque coloniale, l'Église catholique a été impliquée dans la gestion du système éducatif, l'administration des hôpitaux et d'autres institutions sociales. Après l'indépendance, elle continue de jouer un rôle crucial dans ces domaines, où l'État est souvent absent ou trop faible pour assurer ces services. Le régime Mobutu, bien qu'il cherche à centraliser le pouvoir, n'est pas en mesure de remplacer immédiatement ces structures créées et entretenues par l'Église. De cette manière, l'Église conserve une grande partie de son influence sociale tout en bénéficiant d'une relation relativement harmonieuse avec le gouvernement.

Relation de compromis, mais fragile

Ce compromis entre Mobutu et l'Église repose sur des intérêts mutuels, mais il demeure fragile et ponctué de tensions sous-jacentes. D'un côté, l'Église continue de profiter d'un accès privilégié à la population via ses réseaux de paroisses et d'écoles, tout en préservant une certaine autonomie. L'Église reste une institution indépendante dans ses actions spirituelles et sociales, ce qui lui permet de conserver une forme d'influence, en particulier en matière de moralité et de valeurs sociales.

De l'autre côté, Mobutu bénéficie de l'image de l'Église pour légitimer son autorité. En intégrant l'Église catholique dans sa propagande, il renforce l'idée que son régime est respecté non seulement par les autorités religieuses, mais aussi par la population. L'Église, par sa présence historique et son implantation dans les communautés, peut jouer un rôle crucial dans la diffusion des messages officiels et des valeurs du régime, en particulier auprès des masses rurales et des populations les plus pauvres, qui forment la majorité de la population zaïroise.

Cependant, à mesure que Mobutu renforce son autorité et devient de plus en plus autoritaire, les tensions entre le régime et l'Église commencent à se manifester. L'Église, tout en étant en mesure de maintenir ses privilèges, ressent de plus en plus les pressions exercées par un pouvoir centralisé qui cherche à réduire son influence, notamment dans le domaine éducatif, social et politique. La Zairisation des structures étatiques et la volonté de Mobutu d'affirmer un pouvoir totalitaire et personnel viennent peu à peu contrebalancer l'autonomie de l'Église. Les désaccords et conflits deviennent de plus en plus visibles, notamment lorsque l'Église se trouve confrontée à des actions du régime qui remettent en cause ses valeurs ou ses activités.

Limites de la collaboration

Bien que le soutien tacite entre Mobutu et l'Église ait permis de maintenir un équilibre fragile dans les premières années du régime, cette collaboration s'avère de plus en plus compliquée à mesure que Mobutu centralise son pouvoir et renforce son autorité. La stratégie de l'Église, qui consistait à préserver ses privilèges tout en restant en bons termes avec le pouvoir en place, commence à montrer ses limites. Lorsque le régime devient plus autoritaire et cherche à éliminer toute forme de pouvoir parallèle, y compris celui de l'Église, la relation devient plus conflictuelle.

Les tensions culmineront notamment avec les tentatives de Mobutu de réduire l'influence de l'Église dans le domaine de l'éducation, domaine qui restait largement sous son contrôle. La Zairisation du système éducatif, qui visait à éradiquer les influences étrangères, s'est traduite par une série de mesures qui ont affecté le réseau d'écoles catholiques, tout en renforçant le contrôle étatique sur l'éducation. Mobutu cherchait également à intégrer l'Église dans son projet de Zairisation en imposant des normes culturelles qui contredisaient parfois les valeurs chrétiennes ou la doctrine catholique. Ces divergences idéologiques et pratiques ont rendu la relation entre Mobutu et l'Église de plus en plus tendue.

La collaboration entre Mobutu et l'Église catholique, bien que stratégique et fondée sur des intérêts mutuels au départ, est devenue de plus en plus fragile au fur et à mesure de l'autoritarisme croissant du régime. Si, au début, l'Église a joué un rôle de soutien tacite

au régime, sa relation avec Mobutu s'est progressivement détériorée avec les tentatives du régime de réduire son influence et de centraliser davantage le pouvoir sous son contrôle. Les tensions entre les deux parties ont mis en évidence les limites d'une relation fondée sur un compromis fragile, et ce conflit latent a été un aspect déterminant dans l'évolution des relations entre l'Église et le pouvoir politique au Zaïre.

Alliance pragmatique

Les relations entre Mobutu et l'Église catholique se sont longtemps caractérisées par un pragmatisme mutuel. D'un côté, Mobutu reconnaissait l'importance stratégique de l'Église dans le maintien de l'ordre social et politique du Zaïre, particulièrement dans un pays où les structures étatiques étaient encore fragiles. L'Église jouait un rôle central en offrant des services sociaux essentiels, comme l'éducation et la santé, dans un contexte où l'État peinait à assurer ces fonctions. Mobutu, cherchant à légitimer son pouvoir, savait qu'il ne pouvait se permettre d'aliéner une institution aussi influente. En maintenant une relation de coopération avec l'Église, il renforçait son image d'homme capable d'unir différents secteurs de la société zaïroise sous son autorité. Cependant, à mesure que son pouvoir se consolidait et que son projet de Mobutisme se précisait, Mobutu percevait l'Église non seulement comme un allié, mais aussi comme un potentiel obstacle à la construction d'un État unifié et centralisé. Il n'hésiterait pas, à terme, à exercer une pression sur cette institution pour réduire son influence, en particulier dans les domaines éducatif et social (Lemoine, 2000).

De l'autre côté, l'Église, tout en reconnaissant la nécessité de maintenir une coopération avec le régime, cherchait à préserver ses prérogatives et son rôle d'acteur moral et social. L'Église était consciente que, malgré la centralisation du pouvoir par Mobutu, elle restait une institution incontournable aux yeux de la population, et en particulier dans les zones rurales où ses réseaux étaient les plus implantés. Maintenir sa position était donc crucial, mais l'Église optait souvent pour une forme de résistance passive face à l'autoritarisme de Mobutu, en privilégiant la préservation de son rôle traditionnel plutôt que d'entrer dans un conflit ouvert avec le régime (Nzongola-Ntalaja, 2002).

Nationalisation de l'éducation (1974)

L'annonce de la nationalisation de l'enseignement en 1974 marque un tournant décisif dans les relations entre l'Église catholique et le régime Mobutu. Jusqu'alors, l'Église avait exercé un contrôle prépondérant sur l'éducation au Zaïre. Les écoles catholiques étaient un pilier du système éducatif, dispensant une éducation formelle mais aussi un modèle moral fortement ancré dans les valeurs chrétiennes. Cette éducation, supervisée par les religieux, était un moyen pour l'Église de transmettre sa vision du monde et de former les élites zaïroises selon une éthique chrétienne. La nationalisation de l'éducation par Mobutu visait à éliminer cette influence étrangère et à imposer un programme scolaire conforme à l'idéologie du Mobutisme, axé sur le nationalisme, la décolonisation des mentalités et la promotion de l'unité nationale autour du culte de la personnalité du leader (Lemoine, 2000).

Cette décision de nationalisation fut perçue par l'Église comme un affront direct à son rôle historique et à son pouvoir d'influence sur la société zaïroise. L'Église catholique, jusque-là capable de contrôler un secteur aussi stratégique que l'éducation, se retrouvait confrontée à un défi majeur. La nationalisation de l'enseignement, loin de se limiter à un

simple transfert administratif, visait également à ancrer la politique mobutiste dans les valeurs fondamentales du pays, tout en marginalisant l'influence des acteurs étrangers, y compris l'Église. L'État, par cette initiative, cherchait à faire de l'éducation un levier de pouvoir idéologique, un domaine où Mobutu pourrait imposer ses propres valeurs et modeler la jeunesse à son image (Nzongola-Ntalaja, 2002).

En réaction à cette ingérence de l'État, l'Église exprima son mécontentement de manière mesurée mais évidente, notamment à travers des lettres pastorales et des discours publics. Dans ces documents, elle souligna le rôle vital qu'elle avait joué dans la formation des élites zaïroises et l'éducation des masses populaires. Les critiques étaient cependant relativement modérées, l'Église préférant adopter une forme de résistance passive plutôt qu'un affrontement ouvert avec le régime. Cette posture permettait à l'Église de maintenir une certaine forme de dialogue avec le pouvoir, tout en préservant ses réseaux et en continuant à bénéficier d'une légitimité morale. Toutefois, cette attitude de résistance passive ne suffira pas à empêcher la consolidation du contrôle de l'État sur l'éducation, marquant ainsi une phase de tension accrue dans les relations entre Mobutu et l'Église (Lemoine, 2000).

La nationalisation de l'enseignement en 1974 symbolise le point de rupture dans la relation pragmatique entre Mobutu et l'Église catholique. D'un côté, Mobutu cherche à renforcer son pouvoir en centralisant l'éducation et en imposant son idéologie, tandis que l'Église, consciente de la perte de son influence, tente de maintenir son rôle dans un domaine stratégique pour la société zaïroise. Cette décision met en lumière les limites de la coopération entre le pouvoir politique et une institution aussi influente que l'Église, et inaugure une période de tensions qui se traduiront par de multiples affrontements au fil des années, notamment sur les questions de l'éducation et des services sociaux.

Réponses de l'Église

Face à la nationalisation de l'éducation et aux politiques répressives de Mobutu, l'Église catholique adopte une stratégie de résistance plus visible dans les années 1980. Bien qu'elle continue à gérer des réseaux d'éducation et de services sociaux, elle devient également un porte-voix pour les injustices sociales. Dans ce contexte, l'Église prend une position plus critique à l'égard du régime, notamment lors de la **Conférence nationale souveraine (CNS)** de 1991. Lors de cette conférence, l'Église, en particulier par le biais de figures influentes comme l'archevêque Laurent Monsengwo, joue un rôle clé en dénonçant la corruption systématique, l'injustice sociale et l'absence de gouvernance morale sous Mobutu. Cette prise de position souligne l'engagement de l'Église dans la lutte pour une réforme politique et sociale du pays.

La critique principale de l'Église repose sur l'oppression sociale, l'injustice et le manque de leadership moral dans la gestion des affaires publiques. En effet, des voix comme celle de Monsengwo deviennent des références pour dénoncer les dérives du régime, incitant à une révision de la politique et à un changement de direction pour le pays. Cette implication active dans la politique du pays, qui va jusqu'à la dénonciation publique des abus de pouvoir, marque une rupture importante avec le rôle plus consensuel que l'Église avait adopté dans les premières années de l'indépendance.

Conflit entre Mobutu et le Cardinal Malula : Un affrontement idéologique majeur

Le Cardinal Joseph-Albert Malula, archevêque de Kinshasa de 1964 à 1972, incarne à la fois la coopération initiale avec le régime Mobutu et la résistance catholique face à l'autoritarisme du régime. Au début, Malula adopte une posture de coopération avec Mobutu, notamment pour favoriser la stabilité du pays après l'indépendance. Toutefois, avec le temps, il devient l'une des figures les plus emblématiques de la résistance catholique face aux dérives du régime. Sa critique des politiques autoritaires, de la répression violente et du culte de la personnalité de Mobutu s'intensifie, et il dénonce publiquement la manipulation de la conscience populaire opérée par le régime au travers de la révolution nationale et de la nationalisation de l'éducation.

Premières tensions avec le régime de Mobutu

Les premières tensions entre Mobutu et l'Église commencent dès les premières années du régime, notamment en raison de la **politique de révolution nationale** et de la nationalisation de l'éducation, qui touche directement les prérogatives de l'Église. Malula critique ces initiatives, qu'il perçoit comme une instrumentalisation des valeurs chrétiennes et une tentative d'effacer les racines spirituelles du peuple zaïrois au profit de la politique autoritaire du régime. Ses prises de position publiques contre ces dérives et son appel à défendre les valeurs chrétiennes mettent l'Église dans une position délicate vis-à-vis du pouvoir.

Expulsion du Cardinal Malula (1972)

L'affrontement culminera en 1972 avec l'expulsion du Cardinal Malula en exil. Cet acte symbolique marque une rupture définitive entre le régime de Mobutu et l'Église catholique, révélant l'incapacité du régime à tolérer toute forme de dissidence intérieure, même de la part d'une institution moralement et spirituellement influente comme l'Église. Cependant, cette expulsion n'éteint pas la résistance de l'Église mais, au contraire, la renforce. En exil, Malula continue de dénoncer les dérives du régime, et son expulsion devient un symbole de l'oppression qu'exerçait Mobutu sur toute forme d'opposition.

La relation entre Mobutu et l'Église catholique a été marquée par une dualité complexe entre coopération stratégique et confrontation idéologique. Mobutu a cherché à contrôler l'Église afin de renforcer sa légitimité et d'éviter toute contestation de son pouvoir. Cependant, l'Église, sous des figures comme le Cardinal Malula, a résisté à l'autoritarisme du régime en défendant les valeurs chrétiennes de solidarité, de justice sociale et de dignité humaine. Cette résistance a renforcé l'Église en tant que défenseur des droits humains, même au prix de tensions avec le pouvoir politique. La lutte de l'Église contre le régime mobutiste souligne la difficulté pour un pouvoir totalitaire d'éliminer totalement l'influence d'une institution qui possède une autorité morale profonde et un réseau d'influence au sein de la population.

Conclusion

La relation entre Mobutu et l'Église catholique sous le régime du Zaïre souligne un affrontement complexe entre pouvoir autoritaire et institution morale profondément ancrée dans la société congolaise. Si Mobutu a cherché, par des mesures coercitives et une surveillance étroite, à soumettre l'Église à son autorité, celle-ci a maintenu, malgré

tout, une indépendance notable. En effet, l'Église catholique a su conserver sa capacité à défendre des valeurs de justice, de dignité humaine et de liberté, souvent aux dépens du régime dictatorial. Par ses prises de position et ses actions, elle a exercé un contre-pouvoir moral fondamental, et a parfois été l'une des seules voix à dénoncer les abus de pouvoir et la répression systématique.

L'Église catholique, par le biais de ses institutions éducatives et sociales, a joué un rôle clé dans l'éveil de la conscience politique nationale. Elle a permis à une partie de la société civile de s'organiser et de développer une opposition politique articulée contre Mobutu. Même si, par pragmatisme ou sous la pression de circonstances particulières, elle a parfois fait des compromis avec le pouvoir (notamment dans les premières années du régime), l'Église n'a jamais perdu de vue ses principes fondamentaux. Elle a ainsi offert une forme de refuge spirituel et social à une population soumise à l'oppression, et a souvent constitué un bastion d'espoir face à l'autoritarisme ambiant. Des figures comme l'archevêque Laurent Monsengwo, particulièrement dans les années 1980, ont intensifié l'affrontement avec le régime en réclamant des réformes sociales et une véritable justice politique.

Cette capacité de l'Église à naviguer entre la coopération et l'opposition a permis de maintenir un dialogue critique au sein de la société, donnant ainsi une voix aux sans-voix et contribuant à une résistance intellectuelle et spirituelle face à l'autoritarisme de Mobutu. À travers des initiatives comme les conférences épiscopales et les prises de position publiques, l'Église a favorisé la formation d'un noyau d'intellectuels et de leaders politiques capables de faire face au régime, et ce rôle a été déterminant lors de la chute de Mobutu en 1997.

En somme, la relation entre Mobutu et l'Église catholique dépasse le simple compromis pour refléter une dynamique plus complexe d'affrontement, de résistance et de négociation, dans laquelle l'Église a joué un rôle stratégique de premier plan. Elle a contribué à la structuration de l'opposition au régime, renforçant ainsi son rôle dans l'histoire contemporaine du Zaïre, puis de la République Démocratique du Congo. Par sa capacité à garder son autonomie morale, elle a permis d'ouvrir des espaces de résistance qui ont été cruciaux pour l'évolution politique et sociale du pays.

Références

- Cadière, A. 2017 ; *L'Église catholique et le régime de Mobutu : Une analyse politique*. Éditions L'Harmattan.
- Kanza, M. 2007 ; *La République du Zaïre sous Mobutu: Politique, pouvoir et répression*. Presses Universitaires du Congo.
- Kalisya, L. 2019 ; *La résistance de l'Église catholique sous le Mobutisme : Un regard critique*. Cahiers de l'Institut Historique Congolais, 34(2), 101-125.
- Bisimwa, J. 2015 ; *L'Église et le pouvoir sous Mobutu : Conflits et compromis*. Revue Congolaise d'Histoire, 23(1), 50-70.
- Bisimwa, J. 2015 ; *L'Église et le pouvoir sous Mobutu : Conflits et compromis*. Revue Congolaise d'Histoire, 23(1), 50-70.
- Cadière, A. 2017 ; *L'Église catholique et le régime de Mobutu : Une analyse politique*. Éditions L'Harmattan.

- Kalisya, L. 2019 ; *La résistance de l'Église catholique sous le Mobutisme : Un regard critique*. Cahiers de l'Institut Historique Congolais, 34(2), 101-125.
- Kanza, M. 2007 ; *La République du Zaïre sous Mobutu: Politique, pouvoir et répression*. Presses Universitaires du Congo.
- Nzongola-Ntalaja, G. 2002 ; *The Congo: From Leopold to Kabila: A People's History*. Zed Books.
- Nzongola-Ntalaja, G., 2002 ; *La crise congolaise*. Paris: Editions L'Harmattan.
- Mbuyi, Shaba. 1985 ; *L'Église catholique et le Mobutisme*. Kinshasa: Presses Universitaires du Congo.

01. Pratiques compromettantes sur l'utilisation des smartphones comparablement aux téléphones GSM 1 – 17
Chrispain NKEBI MAZANZA
02. Principes de base de mise en réseaux, d'architectures de conception et des méthodes de sécurité des infrastructures réseaux d'entreprises 19 – 34
Chrispain NKEBI MAZANZA
03. Apport du contrôle fiscal dans l'amélioration des recettes publiques à la Direction Générale des Impôts 35 – 46
Alain TENDAY LUPUMBA
04. Mobilisation des recettes non fiscales par la DGRAD Nord-Kivu dans un contexte de conflit armé : Performance et Prévision par l'approche de Box et Jenkins 47 – 71
Timothée MUTIA KWABO et César BARAKA NYAMUROHA
05. Regard sur la prévention des accidents de travail et des maladies professionnelles à la direction générale des douanes et accises (DGDA) 73 – 80
Promis NZEYIMO KIALA
06. Evaluation du niveau de confiance des agents de la Société Commerciale des Transports et des Ports (SCPT) vis-à-vis de leur délégation syndicale 81 – 96
Richard-Dieubéni DIANTETE MIEKUNTUALA, Pierre FUTILA KOLELE, Césus KAPENDE KABONGO, Esperance MBUYI MUKALA, Serge KOLOMANI KUSENDA, Lyly NGALULA MUSUBE
07. Regard sur les leçons à tirer de la politique étrangère de la République Centrafricaine : sous la gestion de Faustin Archange TOUADERA, de 2016 à 2024. 97 – 114
GBIASSANGO Marcelin Marlon
08. Ethique politique et société civile : quelle dynamique interactionnelle pour le développement de la RdC ? 115 –128
Emmanuel KALAMBA MIKEMU

09. Numérisation face aux mœurs africaines	129 –140
<i>Junior MWABILA KALAMBO et Ivon SUEDE MUTUALE</i>	
10. Héritage politique de Monseigneur Laurent Monsengwo Pasinya (1991-1996)	141 –150
<i>Pierrot MOSENGO IZAGBA KADZOYA</i>	
11. Compliment et blâme : Multifonctionnalité et complémentarité de deux actes de langage expressifs	151 –163
<i>Charles TSHIBANGU BULOBA</i>	
12. De l'orientation du compliment et du blâme dans l'acte énonciatif en français (décembre 2024)	165 –180
<i>Charles TSHIBANGU BULOBA</i>	
13. La prééminence de l'Église catholique sous le Président Mobutu : compromis ou affrontement ?	181 –192
<i>Pierrot MOSENGO IZAGBA KADZOYA</i>	
14. Evaluation de différentes doses du bioinsecticides naturels à base de <i>Tetradenia riparia</i> L. sur la protection des grains de maïs (<i>Zea mays</i> L.) en stockage contre <i>Sitophilus zeamais</i> Mostchulsky.	193 –203
<i>NDJU ESSAHO Pene DJOLO James Hilaire; KAMUINA KAMUINA Célestin, MUTOMBO MUTOMBO Vincent, KALALA TSHIMBELA Emmanuel</i>	
15. Système de prise en charge sanitaire de MPOX dans les milieux ruraux congolais, Etude menée dans la zone de sante Rural de Kilunda à Kimpangi	205 –210
<i>André MUNYANEZA MUKULA, Joseph KAJABIKA CHIZA et Pierre NYANGI WABENGAKULA</i>	
16. Transport et commercialisation du bois d'œuvre exploité dans la périphérie à Kenge (RD Congo)	211 –225
<i>Joseph ZENGA KUBUISA-MBUNDU, Jean-Claude MASHINI DHI-MBITA, Alphonse MATAND TWILENG et René MPURU MAZEMBEBIAS</i>	
17. Etude de l'Efficiencie de la Production de la Pomme de terre dans les Hautes Terres du Territoire de Masisi au Nord-Kivu	227 - 248
<i>Viateur MUJOGO KANYAMUHANDA, Antoine MUMBA DJAMBA et GAKURU SEMACUMU Jean-Baptiste</i>	

- 18. Droit de suffrage universel et démocratie
En République démocratique du Congo**

Robert OSUBI KIWUTSI

249 - 265
- 19. Focalisation et topicalisation en mosange,
langue bantu de la Saw-Moeko. C31C' ndolo**

Richard ZELENGE SOMO

267 - 280
- 20. Analyse des pratiques d'enseignement des littératures
dans les classes de français des écoles secondaires
de la ville de Bandundu : Etat des lieux et perspectives
didactiques**

Albert BASELE KITOKO

281 - 289